



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1653

mercredi 5 juin 2024

- **Les tractations sont en cours pour la formation d'un gouvernement de transition**
- **La protection civile appelle à une vigilance accrue pendant la saison cyclonique 2024**
- **Violences des gangs : L'Unicef appelle à accélérer les efforts pour protéger les enfants**
- **« SOS Journalistes » demande au prochain gouvernement de faire respecter les droits des journalistes et des médias**
- **Des ex-policiers, des policiers en activité et des spoliateurs ont été identifiés par l'IGPNH dans des actes de vandalisme**

>> Les tractations sont en cours pour la formation d'un gouvernement de transition

C'est une nouvelle étape qui se prépare après la remise officielle au Dr. Garry Conille, le 3 juin, d'une copie de l'arrêté le nommant premier ministre par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Cet acte l'habilite dès à présent à « initier le processus de formation du gouvernement en accord et en concertation avec le CPT », a déclaré son président, Edgard Leblanc Fils, lors d'une cérémonie organisée pour la circonstance à la Villa d'Accueil (siège de l'administration politique).

>> La protection civile appelle à une vigilance accrue pendant la saison cyclonique 2024

Selon les prévisions de l'équipe de recherche sur le climat et la météo de l'Université d'État du Colorado (États-Unis), 11 des tempêtes tropicales pourraient se transformer en ouragans de catégories 3 à 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson. La Protection Civile précise que « ces prévisions soulignent l'urgence de la préparation, en rappelant notamment la dévastation causée par l'ouragan Matthew, en octobre 2016, qui a entraîné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels substantiels, estimés à 2,8 milliards de dollars américains » en Haïti. Des actions visant à atténuer les dommages potentiels sur le plan humain, environnemental et physique, ont été mises en œuvre par la Protection Civile, en collaboration avec les membres et les partenaires du Système national de gestion des risques de désastres. Un nouveau Centre d'Opérations d'Urgence National (COUN), une installation de pointe conçue pour centraliser et améliorer les capacités de réponse aux désastres, a été inauguré le 30 mai. Plus d'une quinzaine de tempêtes, de cyclones et d'ouragans sont prévus dans l'Atlantique, les Caraïbes et le golfe du Mexique, pendant cette saison cyclonique qui commence le 1^{er} juin et se termine le 30 novembre. Elle sera la plus intense de ces trois dernières décennies. La Protection Civile exhorte les habitants, surtout dans des zones à risques, à se conformer strictement aux instructions de sécurité émises par les autorités et relayées à travers les médias et les plateformes numériques. Elle invite la population ainsi que les organisations partenaires à se joindre aux efforts de préparation, pour qu'ensemble « [faire en sorte d']atténuer les impacts des

catastrophes potentielles et construire une Haïti plus résiliente ».

>> **Violences des gangs : L'Unicef appelle à accélérer les efforts pour protéger les enfants**

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance demande de veiller à ce que la prochaine mission de sécurité dirigée par le Kenya « accorde la priorité à la protection des enfants et à la sécurité des civils, et s'engage à faire respecter le droit humanitaire ainsi qu'à obtenir l'espace nécessaire aux interventions humanitaires ». L'UNICEF recommande d'augmenter sans attendre les financements souples pour répondre aux besoins d'aide humanitaire et de protection des personnes les plus vulnérables, à mesure de l'évolution de la situation. Il convient de garantir que l'aide atteignent les enfants concernés le plus vite possible, y compris ceux qui se sont enfuis ou qui ont été libérés par des groupes armés. À ce jour, plus de 180 000 enfants sont déplacés à l'intérieur du pays. 30 % à 50 % d'enfants feraient partie des groupes armés et seraient « victimes de coercition, d'abus et d'exploitation dans un contexte persistant de fragilité sociale, économique et politique, alimentée par la violence incessante, qui a plongé diverses zones d'Haïti dans le chaos ». Catherine Mary Russell, directrice générale de l'UNICEF déplore que, pris dans le cercle vicieux de la souffrance, les enfants sont poussés à rejoindre les groupes armés « par pur désespoir, notamment en raison de la violence, de la pauvreté et de l'effondrement des systèmes qui devraient les protéger ». « Le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés constituent une violation grave de leurs droits, et l'enrôlement d'enfants de tout âge dans des groupes armés est une infraction manifeste au droit international ». Face à cette situation dramatique, l'organisation préconise de prendre des mesures concrètes, visant à garantir en priorité la protection et le bien-être des enfants en Haïti, en agissant notamment pour mettre un terme « à l'association de [ces derniers aux groupes armés, veiller à leur réintégration dans la société et leur fournir un accès sûr aux services et aux soutiens essentiels](#) ».

>> **« SOS Journalistes » demande au prochain gouvernement de faire respecter les droits des journalistes et des médias**

L'organisation « SOS Journalistes » souhaite que le [nouveau premier ministre de transition, Garry Conille](#), et son prochain gouvernement, en cours de formation, accordent une attention particulière au strict respect des droits des journalistes et des médias en Haïti. Elle demande aux membres de la corporation de contribuer, par leur travail, à l'émergence d'un véritable État de droit, démocratique, où la bonne gouvernance et la reddition des comptes deviennent des pratiques systématiques et régulières. Elle dénonce « le mépris révoltant » affiché clairement par le gouvernement *de facto* sortant vis-à-vis des questions relatives à la liberté de la presse et à l'intégrité physique des journalistes. Elle pointe du doigt [l'attitude complaisante et compromettante du précédent gouvernement à l'endroit du commissaire du gouvernement près le tribunal civil des Cayes \(Sud\), Ronald Richemond](#), accusé d'implication dans l'assassinat crapuleux du journaliste Garry Tess qui [a été retrouvé mutilé aux Cayes \(département du Sud\), le 25 octobre 2022](#).

>> **Des ex-policiers, des policiers en activité et des spoliateurs ont été identifiés par l'IGPNH dans des actes de vandalisme**

L'Inspection Générale de la Police Nationale d'Haïti (IGPNH), après les premiers travaux d'une équipe d'enquête de terrain avec la Direction Générale de la Police, indique que des anciens policiers, des policiers en activité et des spoliateurs récidivistes, lourdement armés et se réclamant de la PNH, ont investi, le 1^{er} juin, un terrain situé à Delmas 75, qui est la propriété de l'Office National de l'Assurance-vieillesse (ONA). L'IGPNH promet de réprimer « cet acte criminel avec la plus grande rigueur, d'autant plus [qu'il a été] commis par des policiers actifs, en complicité avec des repris de justice ».